SEINE NORMANDE
SYNDICAT MIXTE DE GESTION

Comité Syndical du Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande

Séance du 1ER octobre 2025

Procès-verbal de séance

Date de convocation : 17 septembre 2025

- Julien DEMAZURE, Département de la Seine-Maritime, titulaire
- Sylvain BONENFANT, Département de l'Eure, titulaire
- Hugo LANGLOIS, Métropole Rouen Normandie, titulaire
- Jean-Pierre BREUGNOT, Métropole Rouen Normandie, titulaire
- Jean-Marie ROYER, Métropole Rouen Normandie, titulaire
- Frédéric DUCHÉ, Seine Normandie Agglomération, titulaire
- Hubert LECARPENTIER, Caux Seine Agglomération, titulaire

Délégués titulaires excusés :

- Cécile SINEAU-PATRY, Département de la Seine-Maritime,
- Alain BAZILLE, Département de la Seine-Maritime,
- Cyriaque LETHUILLER, Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,
- Bernard LEROY, Communauté d'Agglomération Seine Eure,
- Damien THIÉBAULT, Communauté de Communes Roumois Seine,
- Philippe MARIE, Communauté de Communes Pont-Audemer Val de Risle,
- Jean-François BERNARD, Communauté de Communes du Pays de Honfleur Beuzeville

Pouvoirs :

- Cécile SINEAU-PATRY, Département de la Seine-Maritime, pouvoir à Julien DEMAZURE
- Alain BAZILLE, Département de la Seine-Maritime, pouvoir à Julien DEMAZURE
- Cyriaque LETHUILLER, Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, pouvoir à Frédéric DUCHÉ
- Bernard LEROY, Communauté d'Agglomération Seine Eure, pouvoir à Hubert LECARPENTIER
- Damien THIÉBAULT, Communauté de Communes Roumois Seine, pouvoir à Hugo LANGLOIS
- Philippe MARIE, Communauté de Communes Pont-Audemer Val de Risle, pouvoir à Jean-Pierre BREUGNOT

ORDRE DU JOUR

Appel nominal.
Désignation du secrétaire de séance.
Approbation du PV de séance du 16 juin 2025.

1ER TEMPS : DÉLIBÉRATIONS

Carte n°5.1 : compétence principale obligatoire pour tous les membres en matière de planification stratégique, d'animation et coordination

- 2025.10.01 Adoption des lignes directrices de gestion pour les agents du SMGSN
- 2025.10.02 Adoption du règlement de formation
- 2025.10.03 Adoption du plan de formation
- 2025.10.04 Plan de Mobilité Durable (PDME) - Forfait mobilité durable
- 2025.10.05 Modification du tableau des effectifs
- 2025.10.06 Décision modificative n°1
- 2025.10.07 Candidature pour l'animation du site Natura 2000 « îles et berges de la Seine en Seine-Maritime »
- 2025.10.08 Autorisation de signature du contrat territorial eau, climat et biodiversité de la Seine Normande
- 2025.10.09 Participation du SMGSN au projet de Sequana Incognita

Carte n°5.2 : compétence obligatoire n°2 pour les EPCI à fiscalité propre : mise en œuvre opérationnelle de la GEMA sur le lit mineur de la Seine et de la Risle

- 2025.10.10 Convention HAROPA étude pédologique et hydrologique du marais d'Aizier

Carte n°5.3.2 : mise en œuvre opérationnelle de la prévention des inondations (PI) par débordement de Seine

- 2025.10.11 Indemnisations de riverains, suite aux travaux de remise en état de la digue de Mauny/Bardouville et de la Route Départementale. Approbation du protocole transactionnel

2ÈME TEMPS : DIVERS

- Doctrine intervention GEMA sur les berges de la Seine
- Prospectives 2025

M.DEMAZURE procède à l'appel nominal : le quorum étant atteint, la réunion peut commencer.

Il est ensuite procédé à la désignation du secrétaire de séance : Monsieur BREUGNOT est désigné secrétaire de séance.

M. DEMAZURE remercie monsieur LANGLOIS pour l'avoir remplacé lors du dernier Comité Syndical.

Approbation du procès-verbal de séance du date CS précédant 16 juin 2025 :

M. DEMAZURE demande si le procès-verbal de la précédente réunion du Comité Syndical en date du 16 juin 2025 entraine des observations. Les membres n'ayant aucune remarque à son sujet, celui-ci est validé.

PREMIER TEMPS : DELIBERATIONS

Compétence principale obligatoire n°1

Délibération 2025-10-01 : adoption des lignes directrices de gestion pour les agents du SMGSN

Le Président rappelle que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique a prévu une obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion (LDG).

Les lignes directrices de gestion visent à :

- déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines,
- fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examinent plus les décisions en matière d'avancement et de promotion à compter du 1er janvier 2021,
- favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Il s'agit d'un outil de gestion dont l'élaboration permet de formaliser la politique des ressources humaines et de favoriser certaines orientations.

Les LDG s'adressent à l'ensemble des agents du SMGSN et leur sont rendues accessibles par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

Établies pour une durée pluriannuelle de 6 années, il est possible de procéder à leur révision en tout ou partie pendant cette période, selon la même procédure.

Le comité social territorial du 29 septembre 2025 s'est prononcé favorablement pour la mise en œuvre des LDG 2025-2030.

Le Président rappelle que ce document est indispensable au regard de la montée en charge des effectifs.

Suite à la présentation des LDG et après en avoir valablement délibéré, le Comité Syndical approuve les lignes directrices de gestion.

Délibération 2025-10-02 : adoption du règlement de formation

Le Président précise que le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est reconnu par les statuts de la fonction publique territoriale pour tous les agents de la collectivité quel que soit leur statut : titulaire, stagiaire ou contractuel.

Outil de gestion des ressources humaines, la formation permet aux agents d'acquérir, maintenir et développer les compétences nécessaires à la réalisation de leurs missions.

Le règlement de formation définit les droits et obligations des agents du SMGSN, dans le respect de la loi et comme prévu dans les articles 28 et 29 du règlement intérieur du personnel, modifié par délibération n° 2024-06-05.

Ce document tend à être consulté par chacun au sein de la collectivité, afin de connaître la réglementation à la formation professionnelle dans la fonction publique territoriale et ses modalités d'application dans la collectivité.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide d'approuver le règlement de formation tel que présenté et d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toutes démarches ou à signer tous documents, nécessaires à sa mise en œuvre.

Délibération 2025-10-03 : adoption du plan de formation

Le Président expose que la formation du personnel participe à la qualité des missions qui lui sont confiées.

Elle accompagne les changements propres à la collectivité (évolution des besoins en GEMAPI, des missions des services, des organisations, des outils, ...) dans une logique d'adaptation régulière et d'accompagnement des parcours professionnels.

Conformément à l'article 29 du règlement intérieur du personnel modifié par délibération 2024-06-05, le SMGSN a élaboré le plan de formation, présenté en annexe.
Le plan expose la politique de formation définie par le SMGSN pour la période 2025-2027 et est construit autour de six axes stratégiques :

1. Disposer des compétences statutaires et réglementaires nécessaires : sécurité, droits et obligations, intégration FPT
2. Renforcer l'expertise technique des agents terrain : travaux fluviaux, SIG, diagnostic écologique
3. Fiabiliser la gestion interne et les fonctions support : marchés publics, budgétisation, RH, bureautique
4. Structurer l'encadrement et soutenir les fonctions de management : management de proximité, conduite de projet
5. Mieux communiquer en situation de crise : Communication de crise, outils digitaux, WordPress
6. Accompagner les projets professionnels et l'évolution des parcours: intégration, bilans, préparation concours.

Il est précisé qu'il est mis en œuvre spécifiquement pour répondre au besoin du syndicat. Les formations réglementaires (ex : CACES, habilitations.) ont un véritable impact budgétaire. Le plan fixe les priorités et un cadre budgétaire d'un montant d'environ 1000 euros par agent et par an mais en privilégiant le CNFPT quand cela est possible.

Le Comité Social Territorial dans sa séance du 29 septembre 2025, a rendu un avis favorable au plan de formation,

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide :

- d'approuver le plan de formation tel que présenté
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toutes démarches ou à signer tous documents, nécessaires à sa mise en œuvre

Délibération 2025-10-04 : Plan de Mobilité Durable (PDME) - Forfait mobilité durable

Monsieur le Président rappelle que le comité syndical par délibération n°2025-02-04 a mis en œuvre le plan de mobilité durable et décidé de la mise en œuvre du « forfait mobilité durable ». Le principe de la mise en œuvre du forfait mobilité durable a été voté mais sans prévoir les modalités de mises en œuvre.

D'abord instauré dans le secteur privé, a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables que sont entre autres le vélo et l'autopartage pour la réalisation des trajets domicile-travail.
Le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 permet l'application de ce dispositif aux agents territoriaux, qu'ils soient fonctionnaires stagiaires, fonctionnaires titulaires ou contractuels de droit public.
Conformément à l'article L3261-1 du code du travail, il est également applicable aux agents de droit privé (contrats PEC, apprentis…) des collectivités territoriales et des établissements publics relevant de la fonction publique territoriale, dans les conditions définies par le décret n°2020-1547 et par la présente délibération.

En premier lieu, le plan de mobilité employeur consiste dans le remboursement d'une partie des abonnements de transports en commun des agents.

Le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :
- soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique, ou soit avec un engin personnel de déplacement motorisé non-thermique,
- soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Le montant du forfait mobilités durables est de maximum 300 € par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement.

Il se calcule selon une base forfaitaire correspondant à des paliers de nombre de jours d'utilisation du véhicule :
- 100 € entre 30 et 59 jours,
- 200 € entre 60 et 99 jours,
- 300 € pour 100 jours ou plus.

Pour pouvoir bénéficier du forfait mobilité durables, l'agent doit utiliser l'un des moyens de transport éligibles pour ses déplacements domicile-travail pendant un minimum de 30 jours sur une année.

Le bénéfice du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt par l'agent d'une déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé.

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo.
Le forfait mobilités durables est versé l'année suivante celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur. Son versement incombe à l'employer auprès duquel la déclaration a été déposée, y compris en cas de changement d'employeur.

Enfin, le versement du forfait mobilités durables est cumulatif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos évoqué plus haut et régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010.

Messieurs LANGLOIS et BREUGNOT soulignent que plusieurs situations pourraient être prises en compte et différenciées en fonction de l'acquisition par les agents de vélos musculaires ou électriques. Toutefois cela serait très complexe et peu utile sachant que '

'idée principal est que les agents ne rentrent pas dans le cœur de ville avec leur véhicule personnel.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide

- d'instaurer, à compter du 3 février 2025, date de l'autorisation de signature de la convention pour la mise en œuvre du Plan De Mobilité Employeur (PDME) et du Forfait de Mobilité Durable (FMD) au bénéfice des agents publics du Syndicat dès lors qu'ils certifient sur l'honneur réaliser leurs trajets domicile-travail avec leur vélo personnel ou en covoiturage pendant un minimum de 30 jours par an, modulé selon la quotité de temps de travail et de la durée de présence dans l'année au titre de laquelle le forfait.

Délibération 2025-10-05 : modification du tableau des effectifs

Le Président rappelle que le SMGSN n'est devenu pleinement opérationnel qu'en 2023. Depuis, ses services se sont progressivement structurés pour s'adapter à l'évolution des missions. C'est le cas pour les services techniques comme pour le service administratif qui doit aujourd'hui optimiser son organisation. En effet, l'évaluation de l'organisation mise en place en 2024 a montré que des aménagements étaient nécessaires. Suite au départ de deux agents et à la promotion d'une troisième, l'organisation du service doit être revue et la catégorie des postes doit être élargie.

Il s'agit principalement de revoir la répartition entre les différents postes. En outre, compte tenu de la taille du service et des missions réalisées, il convient d'ouvrir :
- le poste de chef de service (cat. A) aux agents en catégorie A ou B confirmés (rédacteur 1er classe),
- le poste d'assistante de direction (cat. C) aux agents de catégorie B ou C.

L'organisation des autres services demeure inchangée. Le tableau des effectifs ci-après intègre ces nouveaux éléments.

Compte-tenu de la mobilité prévisionnelle des agents, telle que prévu dans les lignes directrices de gestion et de la rareté des candidats fonctionnaires dans le domaine de la GEMAPI, il convient de prévoir dès aujourd'hui la possibilité de recours à des agents contractuels le cas échéant.

Monsieur Langlois demande si le syndicat a la capacité de faire de procéder aux changements de grade de cette manière.
Les services répondent qu'effectivement, après l'avis du CST, qui a été rendu le 29 septembre dernier.
Ces modifications sont faites à nombre de postes équivalent.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré :

- Approuve la modification du tableau des effectifs ci-annexé à compter du 1er octobre 2025,
- Autorise, sur les emplois permanents, à pourvoir le recrutement d'agents contractuels, dans l'hypothèse où les vacances d'emploi ne seraient pas pourvues par des

fonctionnaires titulaires ou stagiaires conformément aux conditions fixées à l'article L. 332-8 du code général de la fonction publique,
- inscrit les crédits correspondants au budget,
- autorise le Président, ou son représentant, à réaliser l'ensemble des démarches administratives et financières nécessaires à ce dossier et à signer l'ensemble des documents y afférents.

Délibération 2025-10-06 : Décision Modificative n°1

Monsieur le président rappelle qu'en cours d'année, il peut soumettre au comité syndical une ou plusieurs décisions modificatives. Les décisions modificatives (DM) ont pour objet de réaliser un ajustement budgétaire en recettes et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les prévisions initiales du budget primitif.
Dans ce cadre, en complément ont été détectées des imputations erronées, ainsi permettre de répondre au principe de sincérité du budget, les corrections nécessaires vont être également apportées.

Les ajustements proposés entre les chapitres s'équilibrent au sein de chaque section. Dès lors, les modifications en recettes et dépenses s'élèvent à 0 euros pour la section de fonctionnement. Pour la section d'investissement, les ajustements proposés en recettes et dépenses s'élèvent à 0 €.

Ainsi, la section de fonctionnement est équilibrée en dépenses et recettes à 3 298 164,59 €.
La section d'investissement est équilibrée en dépenses et recettes à 2 971 293.51 €

	Budget voté	DM n°1	Budget Total
Fonctionnement	3 897 970,59 €	0 €	3 897 970,59 €
Investissement	2 971 293,51 €	0 €	2 971 293,51 €
Total	6 869 264,10 €	0 €	6 869 264,10 €

Dans la section de fonctionnement : les ajustements proposés ont principalement pour objet de corriger des erreurs d'imputations initiales et la création de nouveaux articles. En globalité les sommes sont réaffectées, un virement est prévu entre le chapitre 011 et 65 pour permettre au Syndicat de soutenir financièrement le projet Sequana Incognita. Ci-joint en annexe les différents mouvements réalisés dans la section.

Dans la section d'investissement :
- le rythme des travaux mis en œuvre dans le cadre du marché à bons de commandes nécessitent un transfert des comptes 23 au 21
- le versement du FCTVA non prévu dans le budget primitif doit être comptabilisé en recettes et s'équilibre par la diminution des montants de subvention liées à des travaux non réalisés concernant la compétence 02 – GEMA sur le lit mineur.
- la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 fixe la liste des biens considérés comme des dépenses d'investissement, les acquisitions de biens meubles considérés comme des immobilisations par nature, dans la mesure où ils remplissent des conditions de durabilité et de consistance. Dans cette liste figure des biens tels que du matériel horticole, de construction, d'outillage (..) dont l'équipe d'entretien des ouvrages en régie a besoin pour fonctionner. Ainsi l'article 215738 a été créé afin de pouvoir prendre en compte les besoins.

Étant précisé, que ces dépenses pourront faire l'objet d'une attribution au fonds de compensation de TVA sous réserves des autres conditions d'éligibilité fixées par les articles du CGCT.

La commission finances a rendu un avis favorable lors de sa tenue le 24 septembre 2025.
Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide

- d'accepter la décision modificative n°1 concernant le budget primitif 2025 et d'autoriser en conséquence l'ajustement des crédits en dépenses, conformément au tableau ci-dessous :

		BP	DM	TOTAL BP + DM
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES		**3 897 970,59**	**0,00**	**3 897 970,59**
CHAP 011	Charges à caractère général	1 972 858,39	-4 200,00	1 968 658,39
CHAP 012	Charges de personnel et frais assimilés	1 301 200,00	0,00	1 301 200,00
CHAP 023	Virement à la section de fonctionnement	532 200,00	0,00	532 200,00
CHAP 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	89 024,00	0,00	89 024,00
CHAP 65	Autres charges de gestion courante	2 688,20	4 200,00	6 888,20
RECETTES		**3 897 970,59**	**0,00**	**3 897 970,59**
CHAP 002	Résultat de fonctionnement reporté	957 966,59	0,00	957 966,59
CHAP 013	Atténuation de charges	1 000,00	0,00	1 000,00
CHAP 74	Dotations et participations	2 933 454,00	0,00	2 933 454,00
CHAP 75	Autres produits de gestion courante	5 550,00	0,00	5 550,00

		BP	DM	TOTAL BP +DM
INVESTISSEMENT				
DEPENSES		**2 971 293,51**	**0,00**	**2 971 293,51**
CHAP 001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	992 638,61	0,00	992 638,61
CHAP 20	Immobilisations incorporelles	427 000,00	-20 000,00	407 000,00
CHAP 21	Immobilisations corporelles	646 723,50	170 000,00	816 723,50
CHAP 23	Immobilisations en cours	900 000,00	-150 000,00	750 000,00
CHAP 27	Autres immobilisations financières	4 931,40	0,00	4 931,40
RECETTES		**2 971 293,51**	**0,00**	**2 971 293,51**
CHAP 021	Virement de la section de fonctionnement	532 200,00	0,00	532 200,00
CHAP 40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	89 024,00	0,00	89 024,00
CHAP 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 325 069,51	26 249,06	1 351 318,57
CHAP 13	Subvention d'investissement	1 025 000,00	-26 249,06	998 750,94

<u>Délibération 2025-10-07</u> : candidature pour l'animation du site Natura 2000 « Iles et berges de la Seine en Seine-Maritime »

Monsieur le Président rappelle que le site « Iles et berges de la Seine en Seine-Maritime » (FR2302006) est inscrit au réseau Européen Natura 2000 au titre de la directive européenne « Habitats Faune Flore ».
D'une surface de 237 hectares, ce site d'importance communautaire situé en amont de Rouen, est composé d'îles, de berges et de bras secondaires de la Seine. Il est recouvert à 60 % par des forêts alluviales résiduelles. Les autres habitats se composent principalement de milieux aquatiques et de vasières. Les principaux enjeux de ce site sont de gérer la propagation des espèces exotiques envahissantes, limiter l'envasement et la fermeture des mares, gérer durablement les boisements et limiter l'embroussaillement et l'eutrophisation des mégaphorbiaies. Au niveau fluvial, il convient de conserver et restaurer les bras morts et de limiter la propagation des macro-déchets.

Le Département de la Seine-Maritime qui est animateur du site depuis mars 2012 a fait part au Préfet de la Seine-Maritime par courrier en date du 19 août 2025 de son souhait de se retirer de l'animation de ce site Natura 2000.

Au titre de sa compétence en termes d'animation et coordination d'actions en matière de gestion des milieux aquatiques, M. le Président propose que le **Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande (SMGSN) candidate à la fonction de structure animatrice du site N2000 « Iles et berges de la Seine en Seine-Maritime »**. Cette candidature s'inscrit dans un cadre national prédéfini et dans la continuité de l'animation qui était portée par le Département de la Seine-Maritime.
L'animation d'un site Natura 2000 consiste à animer et coordonner différentes actions relatives à la préservation, la restauration, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le document d'objectifs (DOCOB). Les mises à jour juridiques, économiques et techniques du DOCOB ou révision font également partie de l'animation. Il est à noter que le DOCOB réalisé en 2012 nécessite une mise à jour, dont la cartographie des habitats Natura 2000.

L'animation du site et le suivi de la révision du DOCOB seront réalisés par le SMGSN en régie et/ou via des prestations. Il bénéficiera à ce titre d'une **aide financière à hauteur de 100 % de la Région Normandie et du FEADER**.

Dans le cadre de la révision du DOCOB prévue en 2027, la cartographie des habitats Natura 2000 devra être réalisée, sur la base de la typologie des habitats réalisée par le Conservatoire botanique national de Bailleul. Étant précisé que cette étude **sera financée à 100 % par la Région Normandie et le FEADER**.

Monsieur Langlois précise que faire acte de candidature signifie porter le dossier.

Monsieur DEMAZURE ajoute que si un des membres à la volonté d'être candidat pour la présidence, ils sont invités à le faire savoir.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide

- d'approuver l'acte de candidature du Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande à l'animation du site Natura 2000 « Iles et berges de la Seine en Seine-Maritime » (FR2302006),
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter les demandes de financement en lien avec ce projet
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte afférent à la présente décision.

<u>Délibération 2025-10-08</u> : autorisation de signature du contrat territorial eau, climat et biodiversité de la Seine Normande

Monsieur le Président rappelle que le Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande (SMGSN), compétent en matière de GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) en vallée de Seine Normande, anime une stratégie de gestion des milieux aquatiques et humides en collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire.

Une agente du SMGSN est dédiée à la mise en œuvre des orientations de cette stratégie dont l'une d'elles consiste à mettre en place une planification pour mobiliser les acteurs du territoire, et notamment à mettre en place un contrat de territoire eau, climat et biodiversité pour la Seine Normande. Le SMGSN bénéficie pour ce poste d'une subvention de l'Agence de l'Eau Seine Normandie à hauteur de 50 %.

Dans ce cadre, le SMGSN collabore actuellement avec l'Agence de l'eau Seine Normandie (AESN) et l'ensemble des acteurs de la Seine Normande pour élaborer un contrat de territoire sur la Seine Normande pour la période 2026-2030.

Un contrat de territoire définit les actions prioritaires à mettre en œuvre pour répondre aux différents enjeux sur un territoire. Les grands enjeux proposés pour la Seine Normande sont :

- préserver et restaurer les milieux humides et aquatiques, les continuités hydrauliques et écologiques de la Seine Normande,
- enrayer l'érosion de la biodiversité de la Seine Normande (volet espèces),
- allier la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations en développant les solutions fondées sur la nature (zones de connexion latérales par exemple),
- participer à la diminution des pollutions en Seine par la gestion des eaux pluviales,
- participer à la désimperméabilisation du lit majeur de la Seine,
- participer à la sensibilisation sur les milieux humides et aquatiques.

Le périmètre de ce contrat correspond à la Seine et à son lit majeur, depuis la frontière avec l'île de France jusqu'à l'embouchure, étendu à la Risle maritime soit une surface totale de 79 141 ha.

Le contrat propose aux acteurs du territoire de répondre à ces 6 enjeux majeurs par la mise en place d'actions concrètes et prioritaires. L'AESN s'engage ensuite avec les signataires à financer prioritairement les actions inscrites dans ce contrat. Chaque maître d'ouvrage signataire s'engage à exécuter leurs actions respectives inscrites dans le contrat.

Le montant total prévisionnel de ce contrat est d'environ 6 331 000 euros TTC et regroupe les signataires suivants :

- Agence de l'Eau Seine Normandie
- Agglomération Seine Eure,
- Communauté de Communes Pont-Audemer / Val de Risle,
- Parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande,
- HAROPA PORT,
- Maison de l'Estuaire,
- GIP Seine-Aval,
- Fédération départementale des chasseurs de la Seine-Maritime,
- Fédération de l'Eure pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- Syndicat mixe de gestion de la Seine Normande.

Au titre de ses compétences opérationnelles sur la GEMA, M. le Président propose que le SMGSN soit également maître d'ouvrage au sein de ce contrat en inscrivant les actions prioritaires exposées.

Les actions du SMGSN sur la période 2026-2030 s'élève à environ 2 986 000 euros TTC. Elles seront aidées financièrement par l'Agence de l'Eau Seine Normandie dans le cadre de ce contrat.

Il convient de noter que le SMGSN et l'ensemble des signataires actualiseront leur programmation pour 2029-2030 à l'occasion du bilan intermédiaire du contrat en 2028, tant en termes de montants, qu'en termes d'actions.
M. le Président propose que le SMGSN porte cette animation en accord avec l'AESN et les autres acteurs du territoire.

L'animation du contrat sera assurée par le SMGSN. Elle pourra bénéficier d'une aide de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Une signature officielle du contrat est proposée le 9 décembre 2025, lors du 3ème comité d'orientation GEMAPI de la Seine Normande organisé par le SMGSN.

Monsieur DEMAZURE demande aux services si HAROPA sera en mesure de réaliser ces actions dans le délai imparti.
Il est précisé que les dernières informations ont été transmises la veille et que les actions prioritaires vont être revues par rapport aux données annoncées.
Monsieur DEMAZURE demande si le syndicat est capable de gérer ses actions à effectif constant. Les services répondent par l'affirmative étant donné qu'un des agents en poste est dédié à ces actions (13 actions pour 2 571 000 €).

Monsieur BREUGNOT reconnait que c'est noble pour HAROPA PORT d'être acteur mais s'interroge de savoir s'il ne risque pas d'y avoir un effet siphon par rapport aux différentes actions au regard de leur montant très important par rapport au montant global du contrat. Les onze signataires devront être vigilants sur ce risque.

Monsieur LANGLOIS s'interroge sur la prise en compte des problématiques relatives à la GEMAPI au regard de la prévalence des sujets liés au développement économique et la compensation associée.

Monsieur LECARPENTIER émet également des réserves s'agissant du poids des actions d'HAROPA au regard du volume global et de la durée du contrat.

Enfin, monsieur DEMAZURE s'interroge sur les montants des actions qui seront portées par le Syndicat. Les services répondent que les montants annoncés sont basés sur les plans d'action issus des diagnostics.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide:

- d'approuver les enjeux du contrat de territoire pour la Seine Normande,
- d'approuver la programmation du SMGSN (ci-annexée) et le portage de l'animation du contrat,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le contrat territorial, Eau, Climat, biodiversité et tous les documents s'y afférents.

<u>Délibération 2025-10-09</u> : participation du SMGSN au projet de Sequena Incognita

Monsieur le Président expose que dans le cadre de l'axe 6 de la stratégie de gestion des milieux aquatiques « Sensibiliser et mobiliser l'ensemble des acteurs concernés sur les enjeux liés aux milieux aquatiques et humides », le SMGSN organise des journées d'information, réalise des animations à destination de différents publics et élabore des documents de sensibilisation sur les milieux aquatiques et humides. Ces différentes actions sont réalisées en régie.

Pour amplifier les actions de sensibilisation, le SMGSN s'appuie également sur les acteurs du territoire en soutenant les projets présentant un intérêt particulier et pour lesquels le syndicat ne dispose pas des compétences nécessaires.

C'est le cas du projet artistique, scientifique et citoyen « Sequana Incognita » porté par l'association « Mission 1 000 tonnes ».

À travers des plongées d'exploration menées entre 2023 et 2025, le projet documente la biodiversité aquatique de l'estuaire, depuis le barrage de Poses jusqu'au port du Havre. Grâce à la captation d'images photo, vidéo et 360°, et en s'appuyant sur une étroite collaboration entre scientifiques, artistes, vidéastes et plongeurs, Sequana Incognita révèle la beauté fragile et la complexité des écosystèmes d'eau douce et saumâtre, tout en mettant en lumière les impacts concrets du changement climatique et de la pollution.

Pour valoriser ces captations, une exposition de 40 panneaux est prévue ainsi que la production d'un documentaire.

Vu l'intérêt de l'opération, Monsieur le Président propose que le SMGSN soutienne financièrement ce projet, à hauteur de 4 200 € TTC.

En contrepartie, le SMGSN pourra utiliser les différents supports créés et bénéficier de l'exposition itinérante.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide

- d'autoriser le Président à accorder une subvention à hauteur de 4 200 euros à l'association Mission 1 000 tonnes pour la réalisation du projet Sequana Incognita,
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires au déroulement de ce projet.
- d'inscrire au budget les crédits au compte 65748 – compétence 1- Animation GEMAPI.

Carte n°5.2 : MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE LA GEMA SUR LE LIT MINEUR DE LA SEINE ET DE LA RISLE MARITIME

<u>Délibération 2025-10-10</u> : convention HAROPA étude pédologique et hydrologique du marais d'Azier

Le Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande (SMGSN) est compétent en matière de GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et en prévention des inondations) sur la Seine Normande et son lit majeur. À ce titre, il peut notamment porter des études d'amélioration des connaissances à vocation opérationnelle.

HAROPA PORT I Rouen a réalisé un plan de gestion pour le marais d'Aizier pour la période 2023-2032 avec la définition de plusieurs objectifs à long terme :
- restaurer et gérer les habitats à fort enjeu de conservation,
- intégrer et valoriser le site dans son environnement social et culturel,
- renforcer la connaissance du site,
- renforcer la coordination entre les acteurs du site.

Le marais d'Aizier localisé sur le domaine public fluvial et qui s'étend sur 3 communes : Vieux-Port (27), Aizier (27) et Vatteville-la-Rue (76).

Concernant l'objectif de renforcer la connaissance du site, un diagnostic hydrologique et pédologique du site a été préconisé dans le plan de gestion.

Dans le cadre des préconisations du plan de gestion, il est proposé que SMGSN porte ce diagnostic hydrologique et pédologique, dans le cadre de ses compétences en matière de GEMAPI.

Le diagnostic que le SMGSN portera sur le marais d'Aizier vise à :
- mieux comprendre le fonctionnement du site d'un point de vue hydrologique et pédologique,
- identifier les éventuels besoins de restauration concernant les aspects hydrologiques,
- compléter le plan de gestion du marais d'Aizier.

L'étude prévue sur 12 mois sera décomposée en trois phases :

Le montant de l'étude est de 101 526 € TTC, dont 80 % (81 221 €) de subvention accordée par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide
- d'acter la convention entre le Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande et HAROPA PORT pour la réalisation d'un diagnostic hydraulique et pédologique du marais d'Aizier ci-annexée,
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la convention et tous les documents s'y afférents.

Carte n°5.3.2 : mise en œuvre opérationnelle de la prévention des inondations (PI) par débordement de Seine

<u>Délibération 2025-10-11</u> : indemnisations de riverains, suite aux travaux de remise en état de la digue de Mauny/Bardouville et de la Route Départementale. Approbation du protocole transactionnel

Le 9 avril 2024, une forte crue de la Seine a entraîné, lors de la décrue, un effondrement de la murette située en crête de digue sur une distance d'environ 50 mètres le long de la RD 64 sur la commune de Mauny, à proximité immédiate de la commune de Bardouville, hameau de Beaulieu. Cet effondrement a également eu pour conséquence une dégradation partielle du perré et de la structure de chaussée de la RD 64 compte-tenu des forts débits passant directement à travers ces structures. Une opération de reconstruction - renforcement du perré, de la structure de chaussée et de reconstruction de la murette a donc été entreprise conjointement par le Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande (SMGSN) et le Département de la Seine-Maritime, chacun dans ses compétences respectives. Ces travaux ont nécessité des mesures de restriction de la circulation qui ont été les suivantes :

- à partir du 7 avril 2025 : travaux de confortement du perré et de reconstruction de la murette par le SMGSN avec une fermeture totale de la RD 64 à toute circulation,
- du 26 mai 2025 au 6 juin2025 : travaux de reconstruction du corps de chaussée par le Département avec une fermeture totale de la RD 64 à toute circulation,
- à compter du 6 juin 2025 : réouverture de la RD 64 progressive en attendant les travaux de finition et de marquage de la voie reconstruite,
- à compter du 9 septembre 2025 : levée de toutes les restrictions de circulation sur la RD 64.

Ainsi, les travaux de remise en état de la berge de Seine de Mauny/Bardouville ont entraîné une modification temporaire de la circulation générale sur la route départementale n°64, impliquant des allongements de parcours pour les riverains et les usagers habituels de la section fermée.

Si les riverains du domaine public sont, en principe, tenus de supporter sans indemnité les sujétions normales qui leur sont imposées du fait de l'exécution de travaux publics, une indemnisation des éventuels préjudices subis par des personnes privées (riverains) ou morales (entreprises) à l'occasion travaux de voirie, peut être exceptionnellement due et ce sur le fondement du régime de responsabilité sans faute issu de la loi du 28 pluviôse an VIII (principe de la « rupture de l'égalité devant les charges publiques »).

Ce cadre juridique nécessite que la personne s'estimant victime d'un préjudice soit en mesure de justifier d'un lien de causalité entre le dommage et les travaux publics et de démontrer que son préjudice est « anormal » et « spécial » Le caractère "spécial" signifie que le dommage n'atteint que certains membres de la collectivité, et le caractère "anormal" qu'il atteint un certain degré d'importance.

C'est donc sur ces bases juridiques et au regard de leurs maitrises d'ouvrage respectives que le Département de la Seine-Maritime et le SMGSN ont convenu d'examiner les demandes indemnitaires chiffrées et justifiées présentées, à l'issue des travaux, par les riverains des travaux de réparation de la digue de Mauny-Bardouville ou les usagers habituels de la section fermée pour travaux.

Dans ce contexte, une liste indicative de pièces justificatives, variable selon le type de trajet, que les riverains devaient apporter au Département afin de valablement solliciter une indemnisation a été établie.

Le Président précise les pièces justificatives qui doivent être fournies à l'appui de la demande.

D'un commun accord entre le Département de la Seine-Maritime et le SMGSN, la réception et l'instruction des demandes d'indemnisation des préjudices allégués par les riverains a été centralisée auprès du Département de la Seine-Maritime.

Il est proposé, pour les demandes d'indemnisation qui ont été considérées comme éligibles après instruction, d'approuver les termes du protocole d'accord type tel qu'il est annexé à la délibération.

Il a pour objet de régler de manière définitive et amiable le différend entre les parties et contient des engagements réciproques. En effet, le Département s'engage, pour son propre compte et celui du SMGSN, à procéder au paiement de l'indemnisation convenue, selon la formule de calcul précisée dans le protocole, et le bénéficiaire renonce à toute action en justice ou réclamation future portant sur le même objet ou ayant la même cause.

Ainsi, le SMGSN prend l'engagement de rembourser, selon les modalités qui sont décrites dans le protocole, le Département de la Seine-Maritime des indemnisations qu'il aura versées aux riverains éligibles à l'indemnisation pour la partie le concernant (soit 47,3 % de l'indemnisation).

Monsieur Royer souligne qu'il faut seulement accompagner seulement les professionnels dont les activités sont impactées par la coupure de la route.
Monsieur LECARPENTIER s'interroge sur le délai maximum durant lequel des demandes peuvent être déposées et propose que celui-ci soit réduit. Il lui est précisé que la loi prévoit un délai de 4 ans pour le recours des riverains.
Monsieur DUCHÉ ne comprend pas pourquoi il a été décidé de procéder ainsi alors que la justice aurait pu être saisi au regard du contexte, de la réglementation. Au regard de la jurisprudence ces demandes auraient eu peu de chance d'aboutir.

Monsieur DEMAZURE précise que c'est le contexte très particulier du territoire de Bardouville qui a motivé ce choix. Il ajoute que ce ne sont pas les travaux qui sont mis en cause mais la coupure prolongée de la route.

Les élus suggèrent d'étudier et de délibérer sur les protocoles d'accord à venir pendant une durée plus limitée à définir (peut-être un an). Ensuite les riverains qui s'estimeraient lésés pourront saisir la justice pour obtenir réparation. Ils soulignent que dans tous les cas, les riverains impactés n'attendent pas plusieurs années avant de déposer leur demande d'indemnisation.

Compte tenu des différentes motivations des demandes présentées :

- Monsieur ROYER vote contre
- Messieurs BREUGNOT, LECARPENTIER, LANGLOIS, DUCHE, BONENFANT, avec leurs pouvoirs, s'abstiennent
- Monsieur DEMAZURE avec ses pouvoirs vote pour.

Le Comité Syndical après en avoir valablement délibéré, décide :

- d'approuver les termes du protocole annexé portant engagements et concessions réciproques entre les parties,
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer les accords transactionnels subséquents, avec les bénéficiaires et pour les montants dont la liste figure en annexe 2,
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à produire ou signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DEUXIEME TEMPS : ECHANGES

- **Doctrine intervention GEMA sur les berges de la Seine**

Cette proposition de doctrine fait suite notamment au sondage réalisé auprès des membres lors du CS du 17 mars 2025.
Les services présentent les résultats et les actions qui pourront être mises en œuvre sur les berges de la Seine Normande au titre de la GEMA.

La doctrine d'intervention du SMGSN sur les berges de la Seine Normande au titre de la GEMA est présenté dans le document joint.

Suite à l'exposé des services, Monsieur DUCHE s'interroge le rôle de VNF par rapport aux interventions dans le cadre de cette doctrine. Les services ont répondu que VNF intervient sur les berges de la Seine uniquement si elle entrave la navigation, mais qu'ils n'interviennent pas au titre de la biodiversité.

Monsieur BREUGNOT évoque la nécessité de prendre en compte la proximité de la berge lorsqu'un nouvel équipement est créé par un porteur de projet.

Il précise également qu'une sensibilisation doit être faite auprès des particuliers par rapport à leurs obligations d'entretien sur leur terrain privé en bord de Seine.

Dans ce cadre, monsieur DUCHE précise qu'il est important de bien définir la limite de la propriété foncière, le domaine public fluvial et la servitude.

Monsieur BREUGNOT demande si une communication est prévue afin d'informer les riverains sur le qui fait quoi ? Les services ont répondu qu'ils allaient y travailler.

- **Prospectives budgétaires 2026**

Monsieur DEMAZURE alerte sur le fait que le futur BP 2026 nécessite de faire le point sur les ambitions du syndicat au regard des besoins de travaux et des mises en demeure , de la montée ne puissance du syndicat mais également compte tenu du contexte des finances publiques.

Après une rapide présentation sur la prévision de consommation en prévention des inondations et en gestion des milieux aquatiques, une présentation des prospectives 2026 est faite :

- en animation et en GEMA : stabilité par rapport à 2025 ; le résultat largement positif permettrait d'engager les nouvelles opérations sans augmenter les cotisations.
- en PI, il est prévu une augmentation importante du budget :
    - Travaux en régie : renfort de l'activité de l'équipe en régie pour maximiser les interventions sur les berges. Cela nécessite plus de matériaux, plus de location d'engin, la réponse aux obligations avec le DUERP (formations réglementaires / EPI.).
    - Études aide à la décision sur le devenir des 4 principaux systèmes d'endiguement : 600 000 €
- Masse salariale : prise en compte des nouveaux postes de 2025 et GVT de 2.5% = +250 000 €

En investissement :

- Deux grosses opération sont prévues avec la mise en demeure de réparer les digues à Hénouville (~400 000 euros) et Yville (au moins 800 000 euros voir plus, premiers chiffrages internes avant étude plus poussées)

La Directrice présente des exemples de VTA (visites techniques approfondies : études réglementaires à réaliser très régulièrement sur les ouvrages) avec la cotation des désordres sur le secteur de SAHURS, système d'endiguement de Roumare (RDM1). Les désordres sont très nombreux et assez représentatifs de la moyenne du taux de désordre sur l'ensemble du linéaire des ouvrages.
La programmation envisagée sera par secteur avec une priorité pour les secteurs qui compte le plus de désordre de niveau 3 ou 4.
Le résultat des VTA justifie les interventions et leur localisation.

En matière de recettes : Pour la première fois des subventions seront possibles sur le volet inondations grâce aux PAPI Rouen Louviers Austreberthe et au futur PEP'Seine (Programme d'étude préalable - ex PAPI d'intention sur la Vallée de la Seine).

En matière de charges de fonctionnement, les besoins récurrents, les charges fixes sont maintenues sur la base de 2025 en prenant en compte une inflation, indexation des loyers et GVT globale de 3%.

Au global : Les données brutes avant arbitrage indiquent une augmentation des besoins de financement de 1,5 M€ par rapport au BP 2025, principalement pour la compétence de gestion des ouvrages de prévention des inondations.

Ces prévisions ont une conséquence sur les cotisations des membres et les plafonds prévus dans les statuts.

L'augmentation des besoins en gestion des ouvrages de prévention des inondations entraine un dépassement des plafonds statutaires pour certains membres. Un arbitrage technique et financier est donc nécessaire pour respecter les contraintes financières tout en répondant aux mises en demeure sur les digues et aux besoins de travaux et d'études les plus urgents.

Le Président conclut en indiquant qu'il va être nécessaire de prioriser et d'arbitrer tout en ayant en tête l'ambition syndicale des membres et les obligations sécuritaires et réglementaires du syndicat.

Les sujets ayant été épuisés, le Président lève la séance à 12 h00.